



LIRE ET ÉCRIRE

Ils ont décidé de signer nos cartes postales et nous expliquent pourquoi

Signer une carte, c'est participer à la campagne 2016, Rosa la vie en rose, du mouvement Lire et Ecrire et la soutenir. Cette année, l'association a souhaité faire entendre nos voix à tous, et essentiellement celles de nos publics, en rassemblant un grand nombre de cartes et les déposer, le 14 juin 2017, au ministre de l'Intégration sociale, Willy Borsus, responsable de la généralisation du Projet Individualisé d'Intégration Sociale (PIIS).

Les apprenants des Ateliers du Soleil, une association d'alphabétisation à Bruxelles

« Nous avons besoin d'une aide et d'un suivi personnalisé, une véritable relation avec notre conseiller emploi. Nous ne voulons pas être obligés de faire des choses que nous ne voulons pas, comme par exemple suivre 20 heures de cours alors que ce n'est pas notre projet. Nous voudrions avoir le choix de construire notre propre projet. Nos conseillers ne nous proposent pas de travail alors que nous souhaitons travailler. »

Les apprenants de la régionale de Lire et Ecrire Centre Mons Borinage

- *« Si Mons Borinage se met ensemble avec ceux de Bruxelles ou de Liège ça peut peut-être faire bouger les choses ».*
- *« On est pas des esclaves, je voudrais que ça change »*
- *« J'ai signé pour revendiquer mes droits sinon tout va tomber »*

Un président de CPAS bruxellois

« Le problème avec le PIIS, même si l'outil est pertinent dans un certain nombre de cas, nous sommes convaincus que trop de PIIS tue le PIIS. Sa généralisation risque d'en faire une usine à gaz administrative qui représente une charge non négligeable. (...) Tout ce que l'assistant social doit encoder déjà pour que l'utilisateur reçoive son aide c'est énorme et donc effectivement, peut être que du coup le travail social a perdu en qualité, nettement ».

Une directrice d'une maison de quartier bruxelloise

« L'ère est au contrôle, mais pas n'importe qui est contrôlé ! L'utilisateur faible, celui qu'on charge à l'image du bouc-émissaire. Actuellement, les bénéficiaires du RIS

sont déjà contrôlés par les CPAS, l'on demande de vérifier toute une série d'actes les concernant, comme par exemple, le registre des présences des structures alpha/Flé qu'ils fréquentent etc...La personne se met naturellement déjà dans un système d'activation, elle souhaite s'en sortir, lui rajouter une obligation contractuelle avec de potentielles sanctions, ne fera qu'aggraver sa précarité, la mettre dans une tension perpétuelle, avec un résultat inversé de ce que l'on pense. »

Une directrice au service social d'un CPAS wallon

« Le PIIS formalise ce qui existe déjà. Le PIIS ne va pas changer nos pratiques, notre manière de travailler. Il n'y aura pas plus de sanctions ou contraintes qu'avant. Le PIIS, c'est du formalisme qui va entraîner une charge de travail supplémentaire pour les assistantes sociales, mais pas de changement pour le public (ou très peu).»

Un opérateur ISP-Alpha bruxellois

« Et donc pour ça aussi, je suis fondamentalement contre puisque le PIIS vient complètement faire basculer toute la logique de l'aide sociale qui maintenant n'existe plus de manière inconditionnelle. Elle devient conditionnalisée par le biais de l'activation posée par le PIIS généralisé aujourd'hui à toute catégorie de bénéficiaires ».

Contacts presse :

Lire et Ecrire Communauté française : Cécilia Locmant - 02 502 72 01 ou 0474 33 85 60 – cecilia.locmant@lire-et-ecrire.be

Lire et Ecrire Bruxelles : Aurélie Akerman : 02 412 56 10 - GSM : 0486 52 57 55 - aurelie.akerman@lire-et-ecrire.be